

Règlement grand-ducal du 1er mars 2019 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2017 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier.



Acte de base non modifié

Type : règlement grand-ducal

Signature : 01/03/2019

Publication : 05/03/2019

Prise d'effet : 09/03/2019

Mémorial : A110

Auteur : [Finances](#)

Sujets principaux : [Commission de Surveillance du Secteur Financier](#)

Sujets secondaires : [secteur financier](#), [organisation](#), [perception](#), [taxe](#)

Permalink ELI : <http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2019/03/01/a110/jo>



Adapter la taille du texte : **-** **+**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 24 de la [loi modifiée du 23 décembre 1998](#) portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

Vu l'avis de la Chambre de commerce ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

L'article 1^{er} du [règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2017](#) relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier est modifié comme suit :

1. À la lettre C, paragraphe I.1., il est ajouté un nouveau point 4bis) qui prend la teneur suivante :

« 4bis) Un forfait unique de 1.000 euros pour chaque demande d'agrément d'un compartiment FIA en tant qu'ELTIF conformément au [règlement \(UE\) 2015/760](#) du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF), lorsque le FIA n'est pas soumis à un agrément et à une surveillance prudentielle par une autorité de contrôle officielle au Luxembourg. » ;

2. À la lettre C, paragraphe I.3., point 7), troisième ligne du tableau, les mots « , SICAR et SICAR-FIA » sont insérés entre les mots « FIS-FIA » et « à compartiments multiples » ;
3. À la lettre C, paragraphe I.3., point 7), la dernière ligne du tableau est supprimée ;
4. À la lettre C, paragraphe I.3., point 7), deuxième alinéa, les mots « , SICAR et SICAR-FIA » sont insérés à deux reprises entre les mots « FIS-FIA » et « à compartiments multiples » et les mots « ; pour les SICAR et SICAR-FIA à compartiments multiples, le forfait annuel est fixé à 8.000 euros quel que soit le nombre de compartiments agréés par la CSSF » sont supprimés ;
5. À la lettre C, il est ajouté un nouveau paragraphe III., libellé comme suit :

« III. Contrôles sur place

Un forfait de 10.000 euros pour chaque contrôle sur place effectué sur un sujet déterminé. » ;

6. À la lettre D, paragraphe I., sont ajoutés les nouveaux points 2bis) et 2ter), libellés comme suit :

« 2bis) un forfait unique de 4.000 euros pour chaque demande d'enregistrement d'un gestionnaire de fonds de capital-risque éligibles conformément au [règlement \(UE\) N° 345/2013](#) du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds de capital-risque européens (EuVECA) ;

2ter) un forfait unique de 4.000 euros pour chaque demande d'enregistrement d'un gestionnaire de fonds d'entrepreneuriat social éligibles conformément au [règlement \(UE\) N° 346/2013](#) du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds d'entrepreneuriat social européens (EuSEF). » ;

7. À la lettre D, paragraphe III., le point final au point 8) est remplacé par un point-virgule et il est ajouté un nouveau point 8bis) qui prend la teneur suivante :

« 8bis) un forfait annuel de 5.000 euros à charge de chaque gestionnaire de FIA étranger soumis au chapitre II de la [directive 2011/61/UE](#) du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les [directives 2003/41/CE](#) et [2009/65/CE](#) ainsi que les [règlements \(CE\) n° 1060/2009](#) et [\(UE\) n° 1095/2010](#), ayant ouvert une succursale au Luxembourg. » ;

8. À la lettre E, point 1), le point final à la lettre e) est remplacé par un point-virgule et il est ajouté une nouvelle lettre f) qui prend la teneur suivante :

« f) un forfait de 10.000 euros pour chaque contrôle sur place effectué portant sur un sujet déterminé. » ;

9. À la lettre E, point 2), le point final à la lettre e) est remplacé par un point-virgule et il est ajouté une nouvelle lettre f) qui prend la teneur suivante :

« f) un forfait de 10.000 euros pour chaque contrôle sur place effectué portant sur un sujet déterminé. » ;

10. À la lettre G, point 1), le montant « 15.000 euros » est remplacé par le montant « 6.000 euros » ;
11. À la lettre G, point 2), le montant « 10.000 euros » est remplacé par le montant « 5.000 euros » et les mots « non lié » sont insérés entre les mots « de droit luxembourgeois » et « et de » ;
12. À la lettre G, il est inséré un nouveau point 2bis) qui prend la teneur suivante :
- « 2bis) un forfait annuel de 2.500 euros à charge de chaque intermédiaire de crédit immobilier de droit luxembourgeois lié ; » ;
13. À la lettre L, le point final au point 6) est remplacé par un point-virgule et il est ajouté un nouveau point 7) qui prend la teneur suivante :
- « 7) un forfait de 10.000 euros pour chaque contrôle sur place effectué portant sur un sujet déterminé. » ;
14. Il est ajoutée une nouvelle lettre W à la suite de la lettre V, libellée comme suit :

« W. Dépositaires Centraux de Titres.

- 1) Un forfait unique de 70.000 euros pour l'instruction de chaque demande d'agrément d'un nouveau Dépositaire Central de Titres (DCT) soumis à l'article 17 du [règlement \(UE\) n° 909/2014](#) du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les [directives 98/26/CE](#) et [2014/65/UE](#) ainsi que le [règlement \(UE\) n° 236/2012](#), désigné ci-après « [règlement \(UE\) 909/2014](#) » ;
- 2) un forfait unique de 70.000 euros pour l'instruction de chaque demande d'agrément ou de désignation pour la fourniture de services accessoires de type bancaire comme prévu à l'article 54 du [règlement \(UE\) 909/2014](#) ;
- 3) un forfait unique de 70.000 euros pour l'instruction de chaque demande d'agrément de lien interopérable, y compris avec des DCT de pays tiers ;
- 4) un forfait annuel à charge de chaque DCT agréé conformément à l'article 17 du [règlement \(UE\) 909/2014](#), en fonction de la somme de bilan au 31 décembre de l'année précédente :

Somme de bilan (en euros)	Forfait annuel
Inférieure ou égale à 500 mio	200.000 euros
Supérieure à 500 mio et inférieure ou égale à 2.500 mio	300.000 euros
Supérieure à 2.500 mio	400.000 euros

- 5) un forfait annuel à charge de chaque DCT agréé conformément à l'article 55 du [règlement \(UE\) 909/2014](#), en fonction de la somme de bilan au 31 décembre de l'année précédente :

Somme de bilan (en euros)	Forfait annuel
Inférieure ou égale à 500 mio	200.000 euros
Supérieure à 500 mio et inférieure ou égale à 2.500 mio	300.000 euros
Supérieure à 2.500 mio	400.000 euros

- 6) un forfait annuel à charge de chaque DCT qui opère un lien interopérable agréé, y compris avec des DCT de pays tiers, en fonction de la somme de bilan au 31 décembre de l'année précédente :

Somme de bilan (en euros)	Forfait annuel
Inférieure ou égale à 500 mio	100.000 euros
Supérieure à 500 mio et inférieure ou égale à 2.500 mio	150.000 euros
Supérieure à 2.500 mio	200.000 euros

».

Art. 2.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministre des Finances,
Pierre Gramegna

Palais de Luxembourg, le 1^{er} mars 2019.
Henri

 Relations

Projet (1)

Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2017 relatif (...)

Cite (12)

Directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil, du 19 mai 1998, concernant le caractère définitif du règlement (...)

Directive 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil, du 3 juin 2003, concernant les activités et la surveillance (...)

Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 juillet 2009, portant coordination des dispositions (...)

DIRECTIVE 2011/61/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement (...)

DIRECTIVE 2014/65/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers (...)

Règlement (CE) n o 1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation (...)

Règlement (UE) n o 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne (...)

Règlement (UE) n ° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains (...)

Règlement (UE) n ° 345/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds de capital-risque (...)

Règlement (UE) n ° 346/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds d'entrepreneuriat (...)

Règlement (UE) n ° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du (...)

Règlement (UE) 2015/760 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement (...)

Mémorial (1)



Mémorial A n° 110 de 2019

Modifie (1)



Règlement grand-ducal du 21 décembre 2017 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur (...)
(Mémorial A n° 1121 de 2017)

Règlement d'exécution de (1)



Loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.
(Mémorial A n° 112 de 1998)